

Santé : Ségur mais ça passe ?

Une potion financière non négligeable mais trop juste pour retenir les soignants et sauver les lits.

UNE BIÈRE (de loin), et on se quitte bons amis ! En lâchant, à l'issue du Ségur de la santé, 7,5 milliards de ralonge salariale au personnel hospitalier (dont 1,6 milliard ira en réalité... au secteur privé), le gouvernement a offert à nos héros en blouse blanche « un moment historique », s'est rengorgé Jean Castex à la veille du 14-Juillet. Et les syndicats – ceux, du moins, ayant signé l'accord – ont ajouté leur voix à ce concert d'éloges. « Un compromis qui a de l'allure », a vanté FO. « Le plus important que nous ayons jamais eu », selon l'Unsa. Un accord « historique », a martelé la CFDT.

Las ! dès le 14 juillet, les autres syndicats (CGT, SUD) et les collectifs de soignants appelaient, eux, à manifester... « Pour se justifier d'avoir

signé, FO ou la CFDT font une com' hyperpositive mais, le risque, c'est que la population pense que cet accord a réglé le problème de l'hôpital. Or ce n'est pas le cas », alerte Hugo Huon, du Collectif Inter-Urgences (CIU), qui avait lancé la mobilisation autour de l'hôpital.

Blouses blanches et grises mines

Malgré le rôle qu'il joue depuis des mois, ce collectif de soignants n'a pas été convié au Ségur, pas plus que les organisations d'infirmières... Le gouvernement, qui désirait à tout prix afficher un accord, n'avait besoin de la signature que de trois syndicats (FO, la CFDT et l'Unsa), représentant plus de 50 % des voix aux élections professionnelles. Un petit retour dans le bon vieux monde d'avant...

À l'arrivée, donc, 180 euros net en plus par mois pour tous les personnels, y compris administratifs et techniques... contre 300 euros réclamés. « Ce n'est pas rien, mais ça n'enrayera pas le départ des infirmières qui n'en peuvent plus des conditions de tra-



vail », estime Yasmina Kettal, infirmière aux urgences de Saint-Denis et membre du CIU.

Comme avant la crise du Covid, faute de recrutements de soignants, des centaines de lits sont fermés un peu partout. Et ça ne risque pas de s'arranger : histoire d'augmenter les heures sup, l'accord pré-

voit d'assouplir encore les 35 heures, alors que nos blouses blanches en font déjà des tonnes, sans compter les RTT non prises et les comptes épargne-temps qui débordent. « Les soignants vont continuer de courir partout alors qu'il faudrait embaucher massivement », dénonce la CGT.

Le gouvernement a bien an-

noncé 15 000 embauches, mais ce chiffre cache une jolie entourloupe. En réalité ne seront créés que 7 500 postes ; le reste correspond à « des postes vacants dont justement personne ne veut » (et qui resteront donc non pourvus), explique Yasmina Kettal.

Quant à la rallonge de 180 euros, nos gentils héros devront attendre le début de 2021 pour commencer à en voir la couleur. Olivier Véran avait pourtant annoncé que la hausse serait effective « dès le 1^{er} juillet » !

Le financement, lui, reste flou, s'inquiète le docteur Stéphane Dauger, du Collectif Inter-Hôpitaux : « Il n'a pas été question d'augmenter l'On-dam (budget de la Sécu consacré aux hostos). Le risque, c'est qu'on finance ces revalorisations en fermant des lits pour faire des économies. » Collectifs et syndicats réclamaient un moratoire sur ces fermetures ; l'accord n'en pipe mot : « Au contraire, des lits continuent de fermer un peu partout », dénonce Stéphane Dauger.

Pas en réanimation pour les futurs covidés, quand même ?

Isabelle Barré

